

Rapport de synthèse de la question sociale -1998

Rappel de la question :

“Comment répondre au flux des populations migratoires sans remettre en question les droits de l'homme et les idéaux de fraternité et de justice.”

Préambule

Certaines analyses sont fort divergentes, voire même diamétralement opposées. Ce n'est pas étonnant dans la mesure où cette question peut être interprétée de diverses façons en fonction des sensibilités. Notons simplement que les oppositions sont souvent nécessaires et fécondes.

Synthèse

Les mouvements migratoires ne sont pas un phénomène récent. Les populations, de même que les individus n'ont cessé de migrer depuis l'aube de l'humanité, il y a 3 millions d'années.

C'est de la sorte que l'espèce humaine s'est étendue dans le temps et dans l'espace, que les connaissances se sont échangées.

Les progrès de l'humanité ont de tout temps été étroitement liés aux rencontres entre civilisations et au métissage, n'en déplaise à certains.

Sans ces échanges entre les peuples, l'art de bâtir serait inconnu en occident, nous ne porterions pas de verres correcteurs (invention arabe), nous ne mangerions pas de tomates, de maïs, de pommes de terre qui proviennent des Amériques et les années où les récoltes de blé seraient mauvaises, ce serait encore famine ici. Le zéro qui permet d'exprimer le changement d'unité de mesure et qui a bouleversé les concepts serait resté en Inde et n'aurait pas été copié au VIIe siècle par les Perses. Quelques siècles plus tard, les Arabes ne l'auraient pas pris aux Perses et ne nous l'auraient pas transmis. Etc. etc...

Cependant, l'extrême droite, à laquelle la crise économique et sociale sert de terreau, focalise sur l'immigration, en a fait son thème de prédilection et un enjeu de société. Ce parti fasciste impute systématiquement les problèmes de chômage et de sécurité aux flux migratoires.

Un Français sur quatre déclarait récemment partager, ou être proche en tout cas, de leurs thèses xénophobes, ce qui tend à prouver s'il en était encore besoin que la peste brune se répand et son idéologie aussi.

Certains individus, à l'instar de Martin Peltier, rédacteur en chef de National Hebdo préconisent comme méthode de régulation "des rafles et des camps de concentration pour le transit" "(sic). Ce sont des mots qui tuent et qui tueront si un jour leur programme est appliqué. (Les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets).

Pourtant d'après l'INSEE, organisme sérieux s'il en est, les immigrés sont totalement indispensables à la bonne marche de l'économie de la France.

C'est un grand et terrible paradoxe que les flux migratoires soient vécus comme un sérieux problème par une partie de la population française, alors que les immigrants participent à notre richesse aussi bien économique que culturelle. Par ailleurs, plus de 17 millions de Français sont d'origine étrangère, ainsi certains de nos compatriotes non contents d'être civiquement analphabètes, sont de plus amnésiques.

Il est à noter que de nombreux migrants sont issus de nos anciennes colonies avec lesquelles nous coopérons toujours.

Force est de constater, par ailleurs, que quitter son pays d'origine relève souvent plus de l'obligation que du choix, en raison des conflits meurtriers, des répressions locales, de misères, et la liste n'est pas exhaustive.

De fait en France, **les travailleurs immigrés sont dans leur grande majorité employés à titre précaire et sont les premiers à être licenciés**. Ils servent en quelque sorte de soupape de sécurité, cette analyse étant basée sur des données issues des quotidiens "le Monde, les Echos, le Quotidien de l'Economie". En outre, seulement 10% du travail dissimulé et illégal est effectué par des travailleurs clandestins au regard des lois en vigueur au titre du séjour, ces chiffres provenant de la D.I.L.T.I. (Délégation Interministérielle pour la Lutte contre le Travail Illégal). C'est donc un bien mauvais procès qui leur est fait.

Plutôt que de s'attaquer aux racines du mal, à la déréglementation engendrée par l'ultra libéralisme économique générant toujours plus de misères dans le monde et n'enrichissant que quelques-uns, il est plus facile de désigner un bouc émissaire à la vindicte populaire et de laisser les 10% qui possèdent 80% des richesses mondiales, continuer à délocaliser et boursicoter.

Il y a 20 ans, les 200 entités les plus puissantes et riches de la planète étaient constituées de 80 % de pays et de 20 % d'entreprises. Aujourd'hui, c'est l'inverse, 80 % des 200 entités les plus riches et les plus puissantes sont des multinationales et les 20 % restants sont des

pays. La puissance publique censée œuvrer pour le bien de tous, a cédé le pas à l'intérêt privé qui n'est pas spécialement philanthrope.

De nombreux travailleurs clandestins sont "utilisés" comme des esclaves très peu payés, mal logés, mal ou pas soignés, vivant ou plutôt survivant dans des conditions totalement précaires. Ce sont des victimes qui sont venues chercher ici une vie meilleure, ce à quoi la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme ratifiée à l'O.N.U. à Paris en 1948 leur permet d'aspirer légitimement. Cette Déclaration ne fait pas de distinction entre les réfugiés politiques et les réfugiés économiques, contrairement à nos lois, en voici pour mémoire certains passages :

- **Article 13** : *“Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat. Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays.”*
- **Article 22** : *“Toute personne en tant que membre de la société a le droit à la sécurité sociale; elle est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au développement de sa personnalité, grâce à l'effort national et à la coopération internationale compte tenu de l'organisation et des ressources de chaque pays. ”*
- **Article 25** : *“Toute personne a le droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux, ainsi que pour les services sociaux nécessaires ; elle a le droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans tous les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté.”* Etc.
- **Article 28** : *“Toute personne a droit à ce que règne sur le plan social et sur le plan international un ordre tel que les droits et les libertés annoncés dans la présente Déclaration puissent y trouver plein effet.”*

Plutôt que de s'en prendre aux étrangers que la misère et/ou les persécutions ont contraints à l'exil, il convient d'en appeler au devoir d'ingérence des Nations Unies. Il conviendrait également de ne plus soutenir les dictatures et de subordonner notre aide ainsi que nos échanges économiques au respect des Droits de l'Homme. Il conviendrait également que nous commencions nous-mêmes par donner l'exemple en respectant les Droits de l'Homme, ce qui n'est pas toujours le cas.

Au lieu de "l'A.M.I." qui nous voulait du mal, devenu le "N.T.M." (NewTransatlantic Market) puis le T.E.P. (Transatlantic Economic Partnership) et autres machines de guerre économiques générées par l'ultra-libéralisme, ne pourrait-on pas, dans ce monde où seuls les capitaux sont libres mais où les humains n'ont pas le droit de circuler librement, **promouvoir un nouvel ordre mondial respectant les Droits de l'Homme pour que tous puissent vivre dans un monde meilleur et plus fraternel**, en particulier les 3 milliards de pauvres qui peuplent la planète.

Pour exemple, l'association ATTAC (Association pour la Taxe Tobin au Service du Citoyen) propose de taxer de 1% toute transaction boursière. Car compte tenu du nombre de transactions et de l'importance de leur montant, ce 1% pourrait financer bien des projets utiles pour l'intérêt du plus grand nombre. 1% c'est raisonnable, et ce n'est pas cette petite ponction qui ruinerait la bourse.

Afin que chaque être humain puisse vivre décemment et librement dans le pays qu'il aura choisi, restons fidèles à nos principes maçonniques, auxquels nous avons souscrit de notre plein gré, ainsi qu'à notre devise républicaine, fille de la Révolution Française "Liberté, Egalité, Fraternité."

N'oublions pas non plus les principes de la Déclaration Internationale des Droits de l'Homme qui a vu le jour en France. Nos ancêtres de 1789 nous ont légué l'exemple de leur volonté sans faille et de leurs sacrifices, sachons en être les dignes héritiers, quel qu'en soit le prix.

Pour conclure, ces quelques mots de **Georges Clémenceau** : *"Il faut savoir ce que l'on veut. Quand on le veut, il faut avoir le courage de le dire. Quand on le dit, il faut avoir le courage de le faire"*.